

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

## UN GRAND PREMIER MINISTRE

La Fondation Jean-Jaurès, que Pierre MAUROY a créée en 1992, a eu la bonne idée de proposer une biographie du premier « Premier ministre » du premier septennat du président François MITTERRAND, entre 1981 et 1984. L'ouvrage de Pierre-Emmanuel GUIGO est intitulé « Pierre Mauroy, le dernier socialiste » (*Passés/composés*, 383 pages, 2024). Il retrace le parcours de cet homme dont « la politique était toute la vie », mais qui affirmait : « Je n'ai jamais voulu le pouvoir : j'ai voulu les responsabilités ». Il n'était pas de ces « professionnels de la politique » qui s'engagent au PS « en raison de l'accès au pouvoir qu'il leur assure ». Pierre Mauroy soulignait avec un sourire que, lui, était diplômé de l'ENNA, l'École normale nationale d'apprentissage, située à Cachan, qui formait en accéléré les professeurs de l'enseignement technique.

Homme de terrain et d'engagement, c'était un enfant du socialisme du Nord de la France, fils d'un instituteur (et d'une mère très pieuse). Avant-guerre (il est né en 1928), le socialisme fournissait au militant « une famille, un cadre de vie, des loisirs, une syndicalisation ». Deux nordistes du gouvernement du Front Populaire (1936) ont impressionné l'enfant : Roger SALENGRO qu'une campagne de calomnie poussa au suicide et Léo LAGRANGE, ministre du Temps libre, qui développa le sport et offrit des billets de train à prix réduit aux ouvriers si heureux d'avoir obtenu deux semaines de congés payés.

Homme de réseau, féru d'histoire et excellent orateur, il dirige les Jeunesses Socialistes dès 1945 à l'âge de 22 ans. Une de ses premières initiatives est de créer les « clubs Léo Lagrange » qui permettent aux jeunes de milieux populaires de voyager et même de faire du ski en Autriche !

Le responsable des socialistes des années 1950 et 1960 est Guy MOLLET, ce président du Conseil (1956-57) qui envoie le contingent « maintenir l'ordre » en Algérie où la rébellion a éclaté en 1954, cautionne la torture et se rallie au général de GAULLE qui revient au pouvoir en 1958 porté par une sédition militaire. Pierre Mauroy ne s'écarte pas de ce patron de la SFIO (c'était le nom du Parti socialiste à l'époque) bien peu recommandable et il lui prête même un concours actif dès 1963 en accédant aux instances dirigeantes du Parti. Ce fut un

parcours frustrant pour le jeune socialiste puisque Guy Mollet, qui lui avait promis la tête du Parti en 1969, le trahit en privilégiant Alain SAVARY, que nous retrouverons plus tard.

Heureusement, il avait fait la connaissance en 1965 de François MITTERRAND, plusieurs fois ministre durant la IVème République qui s'est achevée en 1958, et candidat unique de la gauche qui mit en ballottage le général de Gaulle à la première élection présidentielle de 1965. Mauroy aida Mitterrand à prendre le contrôle du PS en 1971 (contre Alain Savary et Guy Mollet), à accueillir la deuxième gauche de Michel ROCARD en 1974, à négocier le programme commun avec le tout-puissant Parti Communiste. Même s'il était plus proche des idées réformistes de Michel Rocard que des proclamations révolutionnaires du PC et de la gauche du PS, Mauroy soutint au congrès de Metz en 1979 la candidature de Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 contre celle de Rocard.

Le voici Premier ministre en 1981, à la tête d'un gouvernement quelque peu turbulent, appuyé par une majorité absolue à l'Assemblée. Et c'est la joie de faire passer des réformes historiques et la peine d'affronter une situation économique dramatique. Les réformes sont si nombreuses qu'on ne peut les rappeler toutes. Citons l'abolition de la peine de mort, la libération des médias, les lois AUROUX sur le travail, la loi DEFFERRE sur la décentralisation, la loi ROUDY sur les femmes, la cinquième semaine de congés payés et les 39 heures (payées 40 contre son gré), la retraite à 60 ans, les nationalisations d'entreprises industrielles et de banques, la promotion budgétaire de l'Éducation nationale et de la Culture.

Mais l'horizon économique est sombre. L'industrie lourde a subi un coup terrible après la crise pétrolière de 1974 : sidérurgie et mines du Nord et de la Lorraine sont en péril. Mauroy préside de nombreux comités de ministres pour amortir le choc social de fermetures inéluctables et il a le courage politique d'aller en personne expliquer aux mineurs de Denain, de son Nord chéri, qu'il va falloir cesser l'extraction de charbon.

Et la situation d'une économie affaiblie dès avant 1981 (l'inflation était à 14% et le commerce extérieur en déficit de 60 milliards de francs en 1980) se dégrade quand la consommation relancée dope les importations. À l'Élysée, François STASSE et moi suivons chaque jour la fonte des réserves de change qui appelle en 1982 et 1983 une action énergique pour interrompre l'hémorragie. Un

grand débat s'ouvre : faut-il sortir du Système Monétaire Européen (SME) et dévaluer un grand coup ? ou rester dans le SME qui lie le franc et le mark et adopter un plan de rigueur, pesant sur les salaires, les prix et la demande intérieure ? Dans la journée, le Président écoute Mauroy et Delors, ministre des Finances, qui déconseillent l'aventure d'une dévaluation sauvage pour avoir la liberté (temporaire) de continuer la politique antérieure de dépenses ; et le soir, des visiteurs, dont des ministres, viennent au contraire plaider la poursuite d'un socialisme dans un seul pays et l'affranchissement des contraintes européennes. Peut-être Mitterrand s'est-il souvenu du débarquement des agents du FMI (Fonds Monétaire International) en 1956, qui ont humilié la France incapable de payer la guerre d'Algérie. Peut-être parce que, dès 1948, il s'est affirmé comme un Européen convaincu, François Mitterrand a opté pour le maintien dans le SME et la rigueur.

Même si Mauroy avait mis alors sa démission en jeu, ce n'est pas sur l'économie que son gouvernement est tombé, mais sur la question de l'enseignement privé. Dans son premier discours de politique générale en 1981, il avait annoncé le grand SPULEN ! Ce sigle barbare désignait le projet d'un « grand Service Public Unifié et Laïque de l'Éducation Nationale », que le puissant enseignement catholique, en grande partie financé par des contrats avec l'État, a considéré comme une menace existentielle. De grandes manifestations au début de l'été 1984 ont fait reculer le président de la République, et le 16 juillet, Pierre Mauroy et Alain Savary (ministre de l'Éducation qui portait ce projet sensible) ont présenté leur démission au chef de l'État.

La vie politique de Pierre Mauroy ne s'est pas arrêtée en 1984. Il était devenu député en 1973, maire de Lille aussi en 1973 (jusqu'en 2001), président de la Région Nord-Pas de Calais (1974), et avait ainsi allègrement contredit ses propos de jeunesse sur le nécessaire non-cumul des mandats. Il a ensuite présidé l'Internationale socialiste de 1992 à 1999 et la Fondation Jean-Jaurès de 1992 à 2013, année de son décès.

Il s'est même dévoué à la tête du Parti Socialiste de 1988 à 1992, sans parvenir à enrayer son déclin, miné par les rivalités de « professionnels de la politique ». Dès 1979, Pierre Mauroy déplorait l'évolution des pratiques politiques et déclarait : « La tâche de ce Congrès {de Metz} n'est pas de désigner notre champion à l'issue d'une joute électorale à l'américaine ! Notre tâche est aujourd'hui : un Parti uni dans l'action, sur la base de principes clairement définis ».

D'autres propos de cet homme de courage et de convictions prennent une résonance nouvelle aujourd'hui, alors que l'Union européenne est confrontée à une agression russe si près de ses frontières. Dès son discours de politique générale de juillet 1981, Pierre Mauroy affirmait : « Face à l'accroissement ininterrompu du potentiel militaire de l'Union soviétique, spécialement dans le domaine des armes de moyenne portée qui menacent directement l'Europe occidentale (...) la défense de la paix ne passe pas par le neutralisme, mais par l'équilibre des forces. » Il ajoutait au sommet de l'OTAN en juin 1982 : « Ce qui fait notre force, ce n'est pas seulement la puissance des armements, mais la volonté de défense. Ce qui fait notre cohésion, ce n'est pas l'adhésion à une stratégie dictée par le plus puissant, c'est la libre association de nations très anciennes, dont chacune sait ce qu'elles sont et ce qu'elles veulent ».

Pierre Mauroy, que j'ai vu écouter, travailler, décider pendant mes premières années à la présidence de la République, fut un grand Premier ministre au service d'un grand projet et d'un grand Président qui lui laissait une vraie marge de manœuvre, même dans le domaine réservé des relations internationales où il intervint fréquemment, sous la surveillance vigilante et amicale du chef de l'État.

Concluons avec Pierre-Emmanuel Guigo : « Pour Pierre Mauroy, le PS moderne ne peut être coupé de son histoire ouvrière, populaire et réformatrice des conditions de travail et de vie ». Foin des querelles personnelles ! Au travail, camarades, sur un programme qui « change la vie » comme on en rêvait en 1981.

21 mars 2025